

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

Rédaction : 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone : LANcaster 5361

A bâtons rompus

Les hostilités ont développé une multitude de prophètes.

Depuis une quinzaine, les prophètes ont poussé au Canada comme des champignons, de même que les stratèges militaires, les uns et les autres se prononçant avec autorité sur la durée de la guerre européenne et sur la façon de la gagner avec un minimum de dégâts. Il va sans dire que ces prophètes et ses stratèges sont de l'espèce dite de cabinet particulier et qu'ils ne sont guère mieux renseignés que le commun des mortels sur ce qui se passe de l'autre côté de l'Atlantique. Mais leur imagination travaille, leur enthousiasme se donne libre cours et leurs pronostics sont basés moins sur une connaissance exacte de la situation que sur leurs souhaits, leur inclination et une tendance à poser en connaisseurs.

C'est ainsi que certains prédisent que la guerre sera nécessairement de courte durée, alors que d'autres lui donnent de trois à dix ans avant que les partis aux prises signifient leur volonté de mettre bas les armes. Quant aux stratèges, ils sont pleins d'idées lumineuses en regard de quoi les plans du général Gamelin ne seraient que de la petite bière!

Le mieux, en l'occurrence, nous semble-t-il, est de ne pas avancer d'opinions définitives et de borner nos commentaires au simple aveu de notre ignorance quant à la durée possible du conflit actuel et aux moyens de vaincre un adversaire qui ne se laissera pas manger sans boire, selon le dicton populaire.

La guerre et le coût de la vie.

Il y a à peine quinze jours que les hostilités ont commencé et déjà le coût de la vie a augmenté de façon assez visible dans le cas de plusieurs articles de consommation journalière, notamment le sucre, le beurre, le sel, les oeufs et le riz, pour ne citer que ceux-là. Les pauvres gens, et ils sont légion parmi nous, voient naturellement la chose d'un fort mauvais oeil car leur budget, déjà insuffisant avant cette montée des prix, fait encore plus triste mine que jamais, ce qui n'est pas peu dire.

Il est vrai que nous sommes en état de guerre et que les autorités compétentes, conscientes des privations inhérentes à une croissance subite et injustifiée du coût de l'existence et du mécontentement populaire qui peut s'en suivre, se proposent de mettre un frein salutaire à l'appétit insatiable de cette catégorie spéciale de profiteurs de guerre. Etant donnée la situation exceptionnelle qui prévaut en ce moment, il est permis de croire que la commission nommée pour enrayer la coupable activité de certains commerçants va faire son devoir, tout son devoir.

Par ailleurs, la vérité nous oblige à constater que les commerçants, s'ils sont les premiers coupables, ne sont pas les seuls à surveiller. Il y a aussi certains consommateurs qui, mieux renseignés que les autres citoyens et disposant du si précieux "cash", ont eu peur, sans raison, de se voir couper les vivres en dépit de leur porte-feuille bien garni, se sont rués chez l'épicier comme des désespérés et ont fait main basse sur tout ce qu'ils ont pu acheter. Mais cette furie est en passe de se calmer et il se pourrait que tout rentre bientôt dans l'ordre si, comme nous l'espérons, les autorités interviennent de la bonne manière pour décourager des mercantis trop ambitieux et tranquilliser l'inquiétude du peuple quant aux possibilités d'approvisionnement pour l'avenir.

En marge des événements.

Avez-vous remarqué que bien des choses se sont transformées depuis le 3 septembre?

Tout d'abord, la guerre tout court a succédé à une déprimante bataille de nerfs. Ensuite, nos partis politiques ont enterré la hache de guerre et ont inauguré une ère de solennelle harmonie nationale. En outre, des saboteurs de l'unité nationale sont tout à coup devenus muets comme des carpes avant que leur semence de haine intercitoyenne ait pu germer au Dominion et les voilà, ces haineux chroniques, qui ne mangent plus du tout du juif, eux qui, pourtant, en faisaient leur plat quotidien. Mais ce n'est pas tout. Certains de nos journaux locaux, jadis plus ou moins pro-nazis ou pro-fascistes, se sont ré-éditorialisés, si l'on peut dire, depuis que le Canada a déclaré la guerre à l'Allemagne, et ne sont plus, tant s'en faut, les ennemis jurés de la perfide Albion. Cette métamorphose est vraiment remarquable, surtout dans le cas d'une petite feuille du matin.

Par ailleurs, nos autorités fédérales sont parties en guerre, naturellement, contre tous les saboteurs du régime d'urgence qui nous est imposé par les graves événements d'Europe, notamment les profiteurs de toute espèce qui menaçaient d'affamer les pauvres gens par une hausse injustifiée du coût de la vie.

Dans les domaines politique et économique, bien des gens qui, hier encore, s'entendaient comme chiens et chats, sont aujourd'hui devenus de bons voisins, sinon des amis, et fraternisent volontiers entre deux rasades de spiritueux.

Toutes ces transformations prouvent, une fois de plus après tant d'autres, qu'à quelque chose malheur est bon.

L'ouvrier allemand ira-t-il jusqu'au bout?

En temps de paix, l'ouvrier allemand a vécu un régime de terreur depuis 1933. Mille faits significatifs l'attestent, de nombreux rapports le démontrent, des témoignages irrécusables le prouvent. Dans ces conditions, on peut se demander dans quel état vit et travaille l'ouvrier allemand depuis que son pays est en état de guerre avec la Pologne, l'Angleterre et la France.

Il est probable que le servage industriel intense que subissaient les travailleurs du Troisième Reich avant ce fatidique 3 septembre a été

L'exploitation du travailleur

Sous des formes diverses, elle persévère, mais il n'est pas dit qu'elle soit immortelle.

C'est surtout depuis que la mécanisation industrielle a déprécié la main-d'oeuvre humaine que l'ouvrier subit davantage le joug de celui qui le commande ou le paie ou, si l'on préfère, qu'il en souffre le plus, soit qu'il se sente plus malheureux qu'auparavant, soit qu'il ait plus conscience de son état de serf industriel que jadis. Mais que ce soit son chef immédiat, en l'espèce son contremaître, ou bien son grand chef, le gérant d'entreprise, la situation reste la même, lamentable et tenace. Et encore cette exploitation serait encore pire qu'elle n'est sans la bienfaisante action collective des syndicats ouvriers de tous métiers, mais ceux-ci ne constituent guère, en dépit de toute la bonne volonté et le zèle immense de leurs "officiers", qu'un palliatif au mal économique dont souffrent le travailleur salarié des champs, celui de l'usine et des chantiers de constructions immobilières.

Dans certains ateliers de notre patriarcale métropole, de subtils contremaîtres ont fait et font encore ce qu'on appelle du zèle. Soucieux de montrer au gérant que son "département" est lucratif pour la firme qui le "paie", tel ingénieur contremaître ne craint pas, aussi souvent qu'il le peut, dans le cadre de l'hygiène et de la législation en vigueur, de surmener son personnel, de le faire travailler à haute pression. Il fait même mieux ou pire en certaines circonstances: il conseillera, par exemple, sur le ton le plus paternel, de ne pas pointer leur temps de travail à certaines employées peu expéditives, d'oublier de "puncher" à l'horloge enregistreuse une journée par semaine. Il fera cela sous le prétexte de ne pas contrevenir aux règlements touchant les salaires minima, mais en réalité pour augmenter sa production sans supplément de salaire. C'est la pauvre ouvrière qui écope, comme on dit, mais le contremaître zélé, lui, recevra force compliments du gérant et, peut-être, quelque chose de plus tangible encore sous forme d'un bonus en récompense de sa "bonne administration". Et le tour est joué!

Dans d'autres cas, certaines firmes, dont les quartiers généraux sont aux Etats-Unis ou en Angleterre, voire même en d'autres pays, ont ici un gérant local auquel est allouée une somme fixe pour fins d'administration générale, somme avec laquelle il a le devoir strict de se "débrouiller" ou de se démettre. Or comme il ne tient pas du tout à chômer, il se débrouillera en payant son personnel le moins possible et en prenant, pour cela, tous les petits moyens imaginables. En effet, disposant d'une somme fixe, qu'il ne doit pas dépasser, il s'arrange pour en avoir généralement trop, le supplément étant dûment empoché par lui, à l'époque joyeuse de la Noël, sous la forme d'un bonus annuel plus ou moins substantiel, selon l'importance de la firme, le potentiel d'affaires en perspective et sa rapacité personnelle.

Mais que ce soit sous l'une ou l'autre forme, c'est toujours l'ouvrière ou l'ouvrier, plus encore celle-là que celui-ci, qui est victime de cette iniquité économique. Il y a bien, me direz-vous, la loi du salaire minimum qui prime en tout ceci. D'accord, mais ce minimum légal n'est, le plus souvent, en fait, qu'un maximum, et la loi elle-même, qui est essentiellement le fruit d'un accord intervenu entre délégués ouvriers et délégués patronaux — avec des hommes politiques comme arbitres suprêmes (?) — n'est guère, entre nous soit dit, qu'un habile camouflage destiné à montrer la sollicitude de nos gouvernants pour la classe ouvrière en général et pour rassurer, par la même occasion, le patronat dont les sacro-saints intérêts doivent nécessairement prévaloir, en définitive, sans quoi les ploutocrates oublieraient volontiers leur prochaine contribution à la caisse électorale de nos partis politiques traditionnels, d'où un double danger: des candidats éventuellement dépourvus d'argent au moment psychologique et des élections, dès lors, vouées au sort étrange de devenir honnêtes et non spiritueuses!

On le voit, il semble que l'exploitation du travailleur soit inhérente à notre régime politico-économique actuel, la raison d'être même de ce régime, et nous aurions, nous, ouvriers, bien mauvaise grâce, en vérité, d'exiger un régime meilleur, plus humain, faute de quoi nous courrons le grave risque de voir les crétiens qui nous surveillent nous dénoncer comme de dangereux novateurs, voire même comme d'impitoyables révolutionnaires (?), des attenteurs inscrupeux à la suprême majesté des choses traditionnelles, de la substance banditiste et criminelle!

Tant il est vrai que la stupidité de nos crétiens est infinie.

Mais pardonnons-leur, car ils ne savent ce qu'ils disent ou ce qu'ils font.

Georges DELPEQUE.

encore accentué par les besoins militaires que la camarilla hitlérienne a sans doute imposés, d'abord pour l'agression polonaise et ensuite pour fins de défense contre une formidable offensive qui se déclenche actuellement, au dire des journaux, contre le front ouest allemand.

Naturellement, nous ne savons pas, avec exactitude, ce qui se passe chez les adversaires de la paix européenne, mais le peu que nous connaissons à ce sujet nous indique qu'il y a du mécontentement parmi les ouvriers du Reich, surtout depuis une quinzaine de jours, et que leur dégoût de la situation où ils sont présentement pourrait bien produire un état de choses imprévu par les furieux dictateurs de Berlin. Aussi est-il permis de se demander, advenant que les forces alliées pénètrent bien avant dans le district industriel de la Rhénanie, si les ouvriers de Krupp et consorts ne profiteraient pas d'une situation anormale pour en créer

(Suite à la quatrième page)

La vie des unions ouvrières par Ben. Drolet

UNE CAMPAGNE D'ORGANISATION

Pour une raison plausible, la célébration officielle de l'inauguration d'une campagne d'organisation par l'union locale 382, des employés d'hôtels et de restaurants, qui devait avoir lieu mardi dernier, le 9, a été remise à ce soir, aux quartiers-généraux de l'union, 1252 rue Stanley.

Pour la circonstance, il y aura bal, avec le concours de l'orchestre syndiqué de Percy Sky. On prévoit qu'il y aura foule et que le tout sera un succès sans précédent.

Les membres, leurs parents et leurs amis y sont tous cordialement invités.

Jack LINGER.
Organisateur.

BUANDIERS FELICITES

Les membres de l'union locale 122, des buandiers, teinturiers et nettoyeurs ont appris, non sans satisfaction, la décision des juges de la parade de la Fête du Travail qui les concerne. C'est du moins ce qui ressort des délibérations de la réunion du 13 courant.

A cet égard, on rapporte que lesdits juges ont adressé des félicitations, bien méritées du reste, aux dames et demoiselles ayant pris part au défilé du 4 septembre, notamment aux ouvrières blanchisseuses qui ont paradé à pied, en qualité de seules déléguées d'une buanderie au personnel syndiqué, répondant gracieusement aux bravos répétés de la foule qui saluait au passage cette phalange de jolies filles élégamment vêtues de blanc.

Il a aussi été question d'un malentendu qui existerait, paraît-il, parmi les membres de l'union. M. R. Lepage, agent d'affaires, produisit un mémoire à ce sujet, mémoire où il est rappelé que ce malentendu est de nature à paralyser les efforts de l'union si les membres eux-mêmes, au lieu de rester étroitement unis, se font les saboteurs inconscients de leur organisation par leurs luttes intestines. Il faut, au contraire, serrer les coudes plus que jamais pour faire face à la situation précaire qui nous est faite par les impôts de guerre, directs et indirects, lesquels augmentent le coût de la vie sans égard à l'état de pauvreté déjà existant dans nombre de nos familles ouvrières.

Au cours d'une prochaine réunion, qui aura lieu le 11 octobre, on discutera la préparation d'un mémoire touchant cette grave question ainsi qu'un referendum par quoi on se propose d'établir sur une base plus solide la stabilisation de l'union locale 122.

LE COUT DE LA VIE

Voilà maintenant que les autorités fédérales, sous prétexte de faire face aux déboursés de guerre, augmentent les impôts, directs et indirects, qui affectent le plus la classe ouvrière parce que lesdits impôts frappent des articles de consommation quotidienne. Comme il va en résulter une augmentation du coût de la vie, les ouvriers vont être justifiés de réclamer des augmentations de salaires pour faire face, à leur tour, à une existence plus coûteuse ou bien de boycotter la consommation de tous les articles outrageusement grevés par Ottawa.

On ne peut pas impunément augmenter le coût de la vie sans augmenter les salaires en proportion, sans quoi l'existence deviendrait bientôt impossible pour nos familles ouvrières.

La production canadienne d'amiante a atteint pour les six premiers mois de 1939 le total de 144,207 tonnes, comparativement à 132,171 tonnes pour la période correspondante de 1938.

APPEL DES COMPAGNONS BARBIERS

De tous les membres de nos unions ouvrières internationales qui sont restés fidèles au mouvement, les adhérents à l'union internationale des compagnons barbiers occupent une place à part. On sait que parmi cette catégorie de travailleurs existe une division malheureuse, laquelle rend difficile l'application du solidarisme ouvrier parmi eux. Cependant, l'union locale 455, de cette ville, dirigée par M. Bruno Roy, qui est affiliée à plusieurs corps centraux, croit avoir le droit de réclamer l'appui moral des membres associés. Cet appui fraternel consiste à encourager de préférence les salons de toilette où le cadre de l'union est en évidence. Ce cadre signifie que les ouvriers qui y sont employés sont possesseurs d'une carte émanant de l'union internationale des compagnons barbiers d'Amérique.

Afin de faciliter la tâche des ouvriers des autres métiers en quête d'un salon de coiffure où est affiché le cadre de l'union, nous donnons ci-après une liste de ces salons où le personnel est dûment syndiqué :

D. Richard, 654, rue Liège
Z. Di Muro, 1806, rue Saint-Zotique
N. Guillaume, 1124, avenue Van Horne
M. Bashfisky, 254 ouest, rue St-Viateur
J. Sonin, 287 ouest, avenue Laurier
W. Schneider, 4375, rue Saint-Laurent
S. Fogel, 4359, rue Saint-Laurent
A. Barin, 4094, rue Saint-Laurent
Shuster Gittelman, 4007, rue St-Laurent
C. Plesz, 3573, rue Saint-Laurent
I. Galfand, 3633, rue Saint-Laurent
J. Struzer, 1467, rue Saint-Laurent
J. Kozloff, 32 ouest, rue Rachel
E. Rousseau, 1252, rue Bleury
I. Shapiro, 1410, rue Bleury
H. Fradkin, 1435, rue Bleury
L. Shantoff, 372 ouest, St-Catherine
J. Prosen, 1401, rue St-Alexandre
A. Croll, 11 ouest, rue St-Catherine
F. Levasseur, 1410, rue Beaudry
A. Léger, 507, rue Congrégation

Nos unionistes sauront donc où trouver des salons de coiffure dont le personnel est syndiqué et qu'ils ont le devoir d'encourager de préférence à tout autre.

UN TEMPLE DU TRAVAIL

Les ouvriers syndiqués de cette ville posséderont-ils, un jour, un Temple du Travail, c'est-à-dire un endroit idéal, spacieux et confortable où toutes nos unions ouvrières pourront avoir leurs réunions? Cela serait d'une réalisation assez facile si les intéressés le voulaient avec assez de force et de conviction.

Ce Temple ou Bourse du Travail serait naturellement dans le centre de la métropole, ce qui permettrait plus facilement aux membres des diverses organisations de l'atteindre, d'où une plus grande assiduité des membres aux réunions.

Aux termes des déclarations dont nous avons pris connaissance à ce sujet le jour de la Fête du Travail, il semble que certains de nos hommes publics s'intéressent à ce grand projet. Ils en donnaient tout au moins l'assurance à des dirigeants du mouvement ouvrier. On dit même à cet égard, que la Cité de Montréal serait disposée à céder un terrain vacant sur lequel pourrait être édiflée cette Bourse du Travail. Etant donné cette situation toute nouvelle et d'un caractère fort pratique, on peut supposer que ce projet de Temple du Travail est en bonne voie de réalisation prochaine si, toutefois, le mouvement ouvrier syndiqué fait un effort d'ensemble suffisamment marqué, s'il reste uni pour un tel effort comme il l'est sur le plan de la vie industrielle.

Bravo pour ceux qui cherchent à faire revivre ce grand et utile projet. Nous les en remercions bien sincèrement.

LES REMBOURREURS GAGNENT DU TERRAIN

L'union locale 302, de l'internationale des ouvriers rembourreurs, matelassiers et tapissiers, a eu, le 8 courant, une réunion très réussie au Monument National.

Quarante nouveaux adhérents furent initiés et prêtèrent l'obligation d'usage, selon laquelle ils marquent leur volonté de se conformer aux lois et règlements de l'organisation syndicale.

Cette assemblée était présidée par M. Wilfrid Bélanger, président de cette union locale. Les orateurs ouvriers qui agrémentèrent la réunion de leurs discours furent les confrères Hugh Corrigan, membre de l'Exécutif du Conseil des Métiers et du Travail; L.A. Beaudry, vice-président général de la Fraternité des Wagonniers, et Raoul Trépanier, président du Conseil des Métiers et du Travail. Les discours portèrent sur les conditions actuelles du travail et sur les salaires, notoirement insuffisants, aujourd'hui payés dans l'industrie du rembourrage.

Les orateurs s'appliquèrent à faire revivre, par la pensée, ce qu'étaient autrefois ces conditions de travail et ces salaires, alors que les ouvriers de cette industrie étaient solidement syndiqués et qu'ils faisaient preuve d'un véritable solidarisme.

D'autres réunions de ce genre auront lieu désormais tous les 2e et 4e vendredis de chaque mois, au Monument National. Les organisateurs, nous dit-on, se proposent de tenir de ces assemblées tant que tous les ouvriers rembourreurs n'auront pas adhéré à l'union. Espérons que ceux qui sont encore en dehors de l'union comprendront bientôt leur devoir et adhéreront en masse. Leur intérêt le leur commande.

A LA LOGE SAINTE-MARIE

La Loge Sainte-Marie, de la Fraternité des Wagonniers, s'intéresse beaucoup, naturellement, à ce que ses membres conservent leur emploi aux usines Angus.

D'après un important rapport, déposé par le confrère Henri Vaillancourt, président du Comité de protection, il appert que des rumeurs circulent, depuis quelques jours, selon lesquelles le C. P. R. aurait l'intention d'effectuer une réduction de son personnel à ces usines. En présence d'une pareille alternative, le Comité de protection s'est pressé de pressentir les autorités du C. P. R. à ce sujet. Tous les efforts ont été faits pour convaincre les directeurs de la compagnie ferroviaire de la nécessité de maintenir leur personnel au complet aussi longtemps que possible, étant donnée la période troublée que nous traversons.

Cette question vitale souleva une discussion fort intéressante au cours de la deuxième réunion de la Loge Sainte-Marie qui eut lieu le 8 courant, en son local habituel, sous la présidence du confrère Alfred Mathieu. En fin de compte, le Comité de protection a reçu instruction de continuer son excellent travail.

Ce qui intéressa également le nombreux auditoire des wagonniers, c'est le rapport financier présenté par M. Alfred Montpetit, rapport émanant du Conseil Conjoint du système de protection du C. P. R., auquel la Loge a contribué la somme de \$2,000.00 durant l'année finissant le 31 août 1939. On relève dans ce rapport que les recettes totales ont été de \$12,000.00, ce qui laisse un excédent de \$3,000.00.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été ajournée au 13 octobre prochain, après quoi les réunions auront lieu, comme par le passé, les 2e et 4e vendredis de chaque mois, à l'Assistance Publique.

UN OUBLI

Dans un compte rendu relatif à la Fête du Travail inséré dans notre dernier numéro, nous avons omis le nom de M. Adolphe Gariépy, ancien trésorier du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal, comme juge de ladite fête.

Aussi prions-nous M. Gariépy de bien vouloir excuser ce qui n'est, de notre part, qu'un oubli bien involontaire et que nous avons été les premiers à regretter après une tardive constatation. *Le Monde Ouvrier.*

ELECTION D'OFFICIERS AU LOCAL 200 DES EMPLOYÉS DE TAVERNES

L'union locale 200, des préposés aux tavernes, a décidé, au cours de sa réunion du 10 courant, de renouveler son abonnement au "Monde Ouvrier". C'est là, pensons-nous, un bon exemple que devraient suivre toutes nos unions ouvrières. Divers membres dirent ce qu'ils pensaient de ce journal ouvrier, soutenant que c'est le seul organe qui renseigne exactement les ouvriers syndiqués de cette province.

Comme il avait été convenu à la première séance de septembre, celle-ci a été consacrée à l'élection des officiers pour le terme 1939-1940. On procéda donc aux nominations puis au vote par bulletins secrets, avec les résultats suivants:

M. Nelson Fortier a été réélu président et Victor Bougie premier vice-président, alors que Jack Brodie était aussi réélu deuxième vice-président et Edouard Désormiers secrétaire-trésorier. Georges Ostiguy devient secrétaire-archiviste français et Jack Frawley secrétaire-archiviste anglais. Joseph Marino demeure sentinelle et Joseph Shaeron guide. Les nouveaux vérificateurs des comptes sont: MM. Joseph Bell, Joseph Robillard et Albert Billandraye.

Les membres suivants ont été ajoutés au Comité exécutif, lequel se composera de neuf membres, y compris les officiers déjà élus. Ce sont MM. C.A. Bouchard, A. Coulombe et Joseph Robillard. Les délégués au Conseil des Métiers et du Travail sont MM. Edouard Désormiers, Victor Bougie et Jack Frawley.

Des félicitations furent adressées au confrère Désormiers et au Conseil des Métiers, étant donné que celui-ci avait exprimé sa confiance au confrère Désormiers en l'élisant délégué au Congrès des Métiers et du Travail du Canada dont la session aura lieu le 25 courant à London, Ont. On considère que cette décision est un honneur pour l'union locale 200.

L'installation des officiers aura lieu à la prochaine séance, le 24 courant, à l'endroit habituel.

LES PEINTRES VEULENT AVANCER

Lundi dernier, l'union locale 349, des peintres et décorateurs, avait une réunion plénière. Ce qui a surtout intéressé les assistants, c'est de savoir si la cause des peintres de cette ville, tendant à établir une section de membres auxiliaires non bénéficiaires pouvait être entendue et agréée par le bureau général des peintres internationaux syndiqués. On sait que, présentement, les membres sont gouvernés par la Constitution de la Fraternité Internationale des Peintres et Décorateurs d'Amérique et que, conséquemment, ils doivent s'y conformer. Ils sont d'abord tenus à une cotisation mensuelle, en retour de quoi ils ont droit à des bénéfices dits mortuaires pouvant s'élever de \$300.00 à \$400.00, selon le cas.

On fit valoir que le bureau international bénéficierait du fait de membres adhérents payant une cotisation spéciale, mais sans recours à une allocation décès. A cet égard, on prétend que l'union pourrait ainsi étendre son contrôle sur l'exercice du métier, protéger davantage les intéressés et augmenter l'effectif, de même que l'efficacité de l'union.

Cette question, comme on pouvait s'y attendre, a donné lieu à un débat aussi animé qu'intéressant et auquel plusieurs des membres présents prirent part. Il fut finalement décidé, à l'unanimité, que le Conseil Conjoint soit prié de communiquer avec le bureau international à ce sujet et que copie de cette décision soit envoyée au confrère Fred. Molineux, organisateur général pour le Canada, afin que ce dernier puisse user de toute son influence auprès de ses chefs pour que cette question, d'une importance capitale pour les unions locales 349 et 359, soit réglée selon les désirs de leurs membres.

La séance était présidée par le confrère Arthur Renaud, assisté du vice-président C.A. Mondor.

Les ventes de 1,073 détaillants de ferronnerie du Canada ont atteint, en 1938, une valeur globale de \$35,931,800, comparativement à \$34,872,100 en 1937.

FUMEZ LES Cigarettes GRADS

L'unité ouvrière fait-elle défaut ?

Le travail, que l'on dit organisé, est-il vraiment uni comme on le pense et comme il devrait l'être? C'est la question qu'on se pose dans les milieux ouvriers.

Dans plusieurs cas, nous avons constaté que l'unité ouvrière fait défaut, car la cause réelle se manifeste dans le manque de confiance des membres les uns pour les autres. Les officiers manquent aussi parfois d'esprit de solidarité, ce qui constitue un fort mauvais exemple pour le gros de l'effectif ouvrier.

Cela dépend, paraît-il, de l'insuffisance de connaissances, de l'absence de principes élémentaires parmi les associés syndicaux. Le "chacun pour soi" joue encore, malheureusement, un rôle néfaste dans l'esprit des adhérents. On discute et l'on légifère trop sous l'inspiration de l'intérêt personnel. On croit, par ce moyen égoïste, que l'on peut mieux réussir à obtenir ce que l'on recherche pour consolider notre bien-être et celui de notre famille. C'est une erreur, une erreur grave en soi. Pourtant, n'est-ce pas là le but essentiel de l'unité ouvrière ?

Dans son ensemble, la force de l'unité ouvrière réside dans le fait que, quand on devient un adhérent sincère et sérieux d'une union ouvrière, on prête une obligation selon laquelle notre adhésion au mouvement ouvrier s'appliquera à étendre nos liens d'amitié, de fraternité et de solidarité à tous nos frères de la grande famille ouvrière internationale.

Pour que cette force de l'unité ouvrière ne soit pas qu'un vain mot, il faut concrétiser, par une pratique constante, l'admirable formule de l'obligation.

Ces quelques réflexions nous paraissent opportunes en ce moment.

Ben. DROLET.

LE SERVAGE INDUSTRIEL EN ALLEMAGNE

On dit qu'en Allemagne on a mis tout le monde au travail et qu'il n'y a, par conséquent, pas de chômage. On se garde bien de dire, cependant, que cette situation est due à la conscription industrielle pour fins munitionnaires. On ne dit pas non plus, bien entendu, combien sont payés les ouvriers allemands, combien d'heures ils turbinent chaque jour et dans quelles dures conditions ils peinent.

On peut toutefois se faire une petite idée du servage industriel hitlérien en consultant les statistiques officielles nazies touchant l'hygiène et publiées tout récemment. On découvre ainsi qu'en 1933 le nombre des cas de dysphétrie était de 77,340. En 1938, Autriche non comprise, ce nombre était de 149,424! Les décès dus à cette maladie ont marqué 4,837 en 1933 et 8,239 en 1938. Des comparaisons de ce genre s'appliquent également dans le cas des décès dus à la fièvre scarlatine, la dysenterie, la méningite, la paralysie infantile, la trichinie et l'intoxication alimentaire. Dans tous ces cas, la mortalité, de 1933 à 1938, a augmenté de 150 à 300 pour cent.

Ce qui précède indique probablement que la moyenne des ouvriers nazis sont surmenés, que leur salaire est plus avili que jamais et que, dès lors, ils ne peuvent se nourrir convenablement, d'où un avachissement physique augmentant de concert avec l'abrutissement moral des masses allemandes.

Doux pays!

F. M.

LA CGT DE BELGIQUE PROTESTE

Contre l'exécution de citoyens dantziens à Berlin.

La CGT de Belgique a pris connaissance avec une profonde indignation de la nouvelle d'après laquelle plusieurs dantziens ont, en raison de leurs opinions, été arrêtés par les autorités de la Ville Libre et extradés au gouvernement allemand, qui les a fait exécuter à Berlin.

Ce fait qui constitue l'une des violations les plus brutales du droit international, permet de constater que les dictatures se dépassent toujours en barbarie et en brutalité. Non seulement elles ne tolèrent pas la liberté de la pensée, mais elles tuent qui ne leur obéissent pas servilement, et n'hésitent même pas à étendre leur criminelle persécution sanglante à d'autres pays.

La CGT de Belgique proteste avec la dernière énergie contre ces crimes. Elle fait appel à l'opinion publique pour qu'elle manifeste avec elle l'horreur que leur inspire cette inhumaine cruauté.

Le Monde Ouvrier est imprimé sur papier journal manufacturé par la maison E. B. Eddy & Co., dont les ouvriers sont organisés 100 pour cent.

LA FAMILIALE

Il est une coopérative de consommation qui s'appelle "La Familiale" et qui est établie, depuis plus d'un an, à 403 est, rue Notre-Dame.

Au cours d'une entrevue que nous avons eue avec sa directrice, Mme B. Louard, celle-ci nous a dit que l'action de sa coopérative s'étendait constamment, non seulement dans le Québec, mais aussi en d'autres provinces du Dominion.

La coopérative vise encore plus haut. Elle s'adresse à ce qu'il y a de meilleur dans le cœur du travailleur et elle lui demande de ne pas lui ménager son concours, sa collaboration, d'en devenir le militant résolu, de façon que chacune de nos paroisses puisse compter bientôt une dizaine de comités d'étude.

Les difficultés n'effraient pas Mme Louard et elle croit l'avoir démontré jusqu'ici par son attitude. Cependant, la coopérative a besoin, pour étendre sa bienfaisance influence, de se sentir soutenue par les ouvriers syndiqués en particulier. Il faut que ceux-ci aient en elle une foi inébranlable, foi qui écrasera l'égoïsme et l'individualisme. Mais une pareille foi ne peut se fonder sur un idéal économique, si élevé soit-il.

Mme Louard soutient que, par le moyen des coopératives, il serait possible de substituer à la loi du plus fort celle de l'entraide et de la fraternité. Car partout les coopératives ont assuré aux travailleurs un juste salaire en même temps qu'aux producteurs et aux consommateurs un juste prix de vente et d'achat, respectivement.

Dans les pays où elles opèrent, les coopératives ont eu raison des monopoles, ont maintenu la paix sociale et la sécurité économique des populations. En un mot les pays où les coopératives fonctionnent aujourd'hui, elles offrent l'exemple magnifique d'avantages sociaux réalisés.

Mme Louard termina son entretien en invitant les épouses et les filles des ouvriers syndiqués à rendre visite à son magasin, chaque mercredi, de quatre à six heures de l'après-midi. Là, les visiteuses rencontreront d'autres dames qui ont le même idéal que les compagnes et les enfants de nos syndiqués et qui, elles aussi, désirent ardemment que le bonheur entre en permanence au foyer domestique pour en chasser l'inquiétude et le découragement.

ATTENTION AUX ECOLIERS

"Le retour des enfants à l'école remet sur le tapis la vieille question des dangers qui, sur la voie publique, soit à la ville, soit à la campagne, menacent leur sécurité," déclare la ligue de sécurité de la province de Québec dans une lettre spéciale qu'elle adressait à tous les curés de la province, sollicitant leur bienveillant appui en faveur de la protection de la gent écolière.

La ligue signale les quatre personnes qui doivent s'intéresser le plus activement à ce problème: 1. — L'automobiliste à qui s'impose une vigilance de tous les instants lorsqu'il circule aux environs d'une école; 2. — La maman qui a la mission d'enseigner à l'enfant les éléments

CONTRATS COLLECTIFS EN SUEDE

Sage législation.

La Suède passe pour l'un des pays d'Europe les mieux organisés au point de vue social. Elle conduit la marche pour ce qui est de la législation ouvrière et depuis longtemps, les classes laborieuses y jouissent de l'assurance chômage-maladie, de plusieurs plans de logis à bon marché, des allocations familiales, etc., qui font du peuple suédois un peuple prospère et heureux. Il est intéressant de noter à ce sujet que la Suède a eu recours depuis plusieurs années au régime des Conventions collectives pour stabiliser les relations entre le Capital et le Travail, imitant en cela une vingtaine d'autres pays dans l'univers entier, entre autres: l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Belgique, la Hollande, l'Australie et le Sud-Afrique. Comme on le sait la province de Québec n'est pas seule à avoir fait appel à cette bienfaisante législation.

La faveur des Conventions collectives en Suède est telle qu'à la fin de 1936, on y comptait 7,044 conventions s'appliquant à 769,172 ouvriers soit 60 pour cent des ouvriers manuels que compte la Suède.

Comme chez nous, ces conventions ne se passent pas seulement entre un patron en particulier et ses employés mais elles visent à englober le plus grand nombre de patrons réunis en associations et d'ouvriers syndiqués ou non.

Comme chez nous, elles sont négociées par des comités mixtes, composés des intéressés tant patrons qu'ouvriers. Interrogés par la commission formée par le président Roosevelt pour enquêter sur les relations industrielles dans le monde, les chefs ouvriers et patronaux ont répondu, nous dit le rapport de cette commission, "que liberté entière était laissée aux négociateurs et que tous préfèrent cette méthode à tout genre de contrainte de la part du gouvernement".

Comme chez nous encore, les Conventions collectives suédoises sont faites pour un temps, un an ou deux avec une clause permettant de les modifier, de les continuer et même d'y mettre fin en donnant un préavis. La loi prohibe les grèves ou les lock outs pendant la durée du contrat.

Une particularité de la législation sociale suédoise c'est que le gouvernement a divisé lui-même le pays en huit zones pour ce qui est des salaires et qu'il a lui-même fixé des salaires minima pour chacune de ces zones au-dessous desquels nul ne peut descendre dans la zone en question, créant ainsi un standard de vie mieux adapté et une base aux négociations des conventions collectives locales ou nationales.

Le rapport sus-mentionné souligne encore que les Conventions collectives paraissent si avantageuses tant aux patrons qu'aux ouvriers que les cas de conflits sont excessivement rares et se règlent d'une façon rapide et pacifique.

La fin montre bien comme notre monde industriel a été sage en faisant appel comme en tant d'autres pays au système si apprécié de Conventions collectives.—L'illustration Nouvelle.

de prudence et ses responsabilités dans la rue; 3. — L'instituteur ou l'institutrice dont le rôle dans l'éducation sécuritaire des jeunes est de la plus haute importance, et 4. — L'enfant lui-même à qui il faut s'efforcer de faire voir, à côté de la tragédie qui constitue l'accident, les avantages d'une sécurité active amenée par une discipline intérieure qui l'incitera instinctivement à éviter tout acte d'imprudence.

"Automobilistes, voyez en l'écolier, un être sourd, aveugle et totalement irresponsable, mais infiniment cher à quel qu'un et qui a de grands droits à votre indulgence et à votre sollicitude", ajoute la Ligue dans son appel à la coopération publique pour la prévention des accidents à la jeunesse écolière.

Une affiche illustrée accompagne cet envoi, demandant qu'on habitue l'enfant à marcher du côté gauche de la route rurale, de façon à éviter plus facilement les voitures qui viennent à son encontre et à être automatiquement protégé contre celles qui circulent dans le même sens que lui.

On a constaté une nouvelle amélioration dans l'emploi de la main-d'oeuvre industrielle au commencement d'août, alors que 11,843 firmes rapportèrent qu'elles avaient 1,144,685 personnes à leur emploi. L'an dernier, à la même date, 10,829 employeurs avaient 1,073,302 ouvriers sur leurs listes de paie.

LABOR DIRECTORY INDEX DES UNIONS

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL — MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month — s'assemble les premier et troisième jeudis de chaque mois, à la salle de l'Assistance Publique, 458, rue Lagachetière Est. Président, Raoul Trépanier, 1153, rue Saint-Denis, Tél. L.A. 2503; secrétaire-correspondant — corresponding secretary, J.-E. Gariépy, 11, rue Saint-Paul Ouest, Tél. L.A. 5361; vice-présidents, Alfred Mathieu, 2348, rue Chapleau, Tél. CH. 6150 & J.-A. Sullivan, 1430, rue Bleury, Tél. MA. 3817.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176; Jacques Cartier Typographical Union No. 10; Brotherhood of Bookbinders and Bindery Woven's Union No. 91; Photo Engravers' Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union No. 33; Amalgamated Lithographers of America No. 27; President, W. Forrest; vice-president, C. Arpin; Rec. Sec., A. F. Ricard; Sec. Treasurer, James Philip, Room 103, 686 Notre Dame St. West. Executive: John Moore, A. Quéry and John Kelly. Auditors: J. A. Ardouin, Jos. Deslongchamps, R. D. Léonard. Tel MA. 7489. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145. S'assemble le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président, Charles Coult, 2058, rue St-Antoine, Tél. FL 4227; secrétaire trésorier, Chs. E. Chalfour, 7430, Christophe-Colomb, tél DO. 3771.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176—Meets first Sunday of each month at the Mount-Royal Hotel, Raymond M. Bennett, President, 337 Melrose Avenue, Verdun; James Philip, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre-Dames W.; Business hours: 9.00 a.m. to 5 p.m.; Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m.; MA. 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARENTIERS-MENUSIERS D'AMERIQUE.— MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA.—Président, Edras Secour; vice-président, F. Doucet; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Edouard Larose; gardien, Zénon Primeau; agents d'affaires, Ed. Toussaint et E. Bernier.

Assemblée chaque mercredi, à 8hr, du soir au Monument National, chambre 10.

U. L. 134, s'assemble tous les lundis soirs au Monument National, chambre 11, C.-J. Raymond, secrétaire.

U. L. 178, s'assemble tous les 1er et 3e jeudis de chaque mois, au Monument National, chambre 10, Jos. Remy, secrétaire, 8813, rue Henri-Julien.

U. L. 1127, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, au Monument National, ch. 10, Eudore Primeau, secrétaire, 161-4e Ave., Verdun.

U. L. 1244, s'assemble tous les 2e et 4e jeudis, à 904, Ste-Catherine ouest, H. H. Saiter, secrétaire, 2282, Oxford Ave., N. D. G.

U. L. 1360, s'assemble tous les 1er et 3e lundis, à 4030, Notre-Dame ouest, H. Martin, secrétaire, 3845, rue Claude, Verdun.

U. L. 1375, s'assemble tous les 1ers lundis, à 159—1e Avenue, Lachine, Harris Daoust, secrétaire, 159, 1re avenue, Lachine.

U. L. 1558, s'assemble tous les 1ers vendredis, à 1631, rue Létourneux, Charles Thibault, secrétaire, 2435, rue Orleans.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790, Association des Employés de Tramways électriques et de chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America.—Quartiers généraux: — Headquarters, 1153 St-Denis, tél.: LA. 2508. Officiers—Officers: Gérard Gagnon, vice-président international et président local; J. Georges Gagnon, vice-président; O. A. Neveu, secrétaire-financier; Raoul Trépanier, agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Henri Cholet, secrétaire correspondant; W. Latour, sentinelle. Le local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079 Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue St-Denis.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE.— Local 349.—S'assemble le 2e et 4e lundi du mois au 1331A rue Ste-Catherine est. Président, A. Renaud, 560 Congrégation, Fitzroy 0995; vice-président, C.-A. Mondor, 4227 rue Mentana; secrétaire-correspondant, E. Gilbert, 8626 Henri-Julien; trésorier, L.-P. Boiselle, 4502 rue Marquette; secrétaire-financier, Raoul Gervais, 2585 Blvd Gouin; conducteur, A. Goudreau, 9078B Notre-Dames Est; Auditeurs: Arthur Boisvenu, 4621 Colonial; Ernest Désève, 6633 St-Dominique; Gaston Renaud, 5023 Chambord; gardien, Jos. Girard, 8145 rue Saint-André.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 249. — Boot & Shoe Workers' Union. — S'assemble tous les vendredis soirs à 1331A Ste-Catherine Est. Président, Henri Rolland, 6772 Blvd. Saint-Laurent; 1er vice-président R. Talbot, 1849, Marie-Anne E.; 2e vice-président, Delphis Jodoin, 1766 rue Panet; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112 Wolfe; secrétaire financier, trésorier et agent d'affaires, Chs McKercher, 1331A Ste-Catherine E., CH. 6511, privé CL. 6123; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4070 Papineau, AM. 7062; sentinelle, Pacifique Goulet, 1692 Montcalm. L'exécutif s'assemble le 1er et 3e mercredi du mois, à 1331A rue Ste-Catherine Est. Président, Ovide Drolet, 4101 Bordeaux; vice-président, Delphis Jodoin, 1766 Panet; secrétaire, N. Poirier, 2137 rue Champlain.

A NOS ABONNES

A ceux de nos amis ouvriers et autres, dont le terme d'abonnement est expiré, nous rappelons qu'ils doivent nous adresser au plus tôt le prix d'un réabonnement afin que nous puissions continuer à leur envoyer régulièrement notre journal.

Le Gérant de la circulation:

Ben. DROLET.

Votre union a-t-elle nommé ses délégués à la prochaine conférence du Congrès des Métiers et du Travail du Canada ?

SI NON, FAITES-LE IMMEDIATEMENT, IL EST DU DEVOIR DE TOUS LES GROUPES AFFILIES D'Y ETRE REPRESENTES ET PAR LES MEILLEURES COMPETENCES DISPONIBLES. DES QUESTIONS DE LA PLUS HAUTE IMPORTANCE POUR LE TRAVAIL ORGANISE Y SERONT DISCUTEES, IL Y VA DE L'AVENIR DE NOTRE MOUVEMENT.

N'OUBLIEZ PAS LA DATE : LUNDI, LE 25 SEPTEMBRE PROCHAIN. L'ENDROIT : LONDON, ONTARIO.

Le pauvre est-il un besoin pour le riche ?

Certains prétendent que la pauvreté doit subsister pour servir de soupape d'échappement au mécontentement croissant du peuple au spectacle de la misère et du luxe.

Il est des gens pour qui la pauvreté et la misère demeurent des nécessités sociales dont les riches ont besoin, de temps à autre, voire même de façon périodique, pour extérioriser quelques-uns de leurs multiples remords de conscience. Pour eux, le pauvre est donc un besoin pour le riche et ce besoin ne peut être satisfait en permanence que si l'éducation est basée sur le maintien de la pauvreté et la stabilisation de la misère comme institutions traditionnelles impérissables, comme des choses "qui ont toujours été et qui seront toujours" !

En effet, il faut des pauvres, disent les esprits arriérés, car si vous cessiez cette culture traditionnelle de la pauvreté, à qui nos riches pourraient-ils désormais faire la charité ? Vous les priveriez aussi de la légitime satisfaction d'acheter à bas prix une publicité dont ils ont grand besoin pour faire oublier leurs prévarications ! Non, le bon ordre social exige que la culture de la pauvreté reste au programme de nos préoccupations sociales comme facteur aussi permanent que respectable !

La charité, dès lors, n'offre plus que l'aspect d'un palliatif dont l'effet est de soulager un peu, provisoirement, cette pauvreté et cette misère, dans le but évident de stabiliser l'une et l'autre à un niveau peu susceptible de provoquer un mécontentement général qui pourrait être dangereux pour la sécurité du régime, politique et économique, sous lequel nous vivons depuis un demi-siècle et plus. On prévoit, naturellement, que le gros public est de plus en plus facilement mécontentable et, pour y parer, on établit le secours aux indigents sur une échelle de plus en plus large, de plus en plus massive, mais on maintient quand même que la charité dite privée doit conserver la suprématie et qu'elle ne doit, en aucun cas, être subordonnée à la charité publique, encore moins être supplantée par cette dernière.

En certains milieux réactionnaires, chez certaines consciences attardées parce que trop figées dans une admiration perpétuelle de tout ce qui se rattache au passé, on trouve même ridicule, pour ne pas dire odieux, la simple idée de modifier notre système économique dans le but de supprimer tout simplement la pauvreté et la misère sous l'aspect que nous leur connaissons. C'est ainsi que par respect pour des institutions qui, à certains égards, ne devraient plus encombrer notre état social actuel, on s'acharne à les maintenir aussi intactes que possible sans se rendre compte qu'elles jurent arrangement avec les progrès effarants qui ont marqué et modifié notre manière de vivre et de penser depuis le commencement de ce siècle, pour nous en tenir à cette période. Et bien que des améliorations constantes accélèrent le rythme de notre évolution, surtout dans le domaine des choses pratiques, nous demeurons inflexibles quand il s'agit d'épurer nos conceptions intellectuelles, dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'elles ne répondent plus, tant s'en faut, aux besoins divers clairement indiqués par la loi inexorable du progrès social sous toutes ses formes.

Il semblerait naturel, pourtant, de vouloir supprimer la pauvreté et la misère ou, tout au moins, de les amener à un minimum irréductible, mais nous sommes encore, malheureusement, sous la domination de gens qui nous mettent en garde contre pareille "audace" et nous devons, souvent en dépit de nous-mêmes, avoir l'air de donner raison à des gens qui, lorsque nous analysons leur pitoyable argumentation, nous paraissent avoir franchement tort. Nous rappelant que le progrès est lent et que l'évolution est complexe, nous restons tolérants en face d'une pareille intolérance, mais notre patience, précisément, est un peu faite de cet espoir qu'un jour viendra où l'on ne pourra plus impunément, comme aujourd'hui, en certains milieux, mercantiliser l'exercice de la charité et maintenir l'intangibilité de celle-ci pour jouir plus longtemps de l'enrichissement qu'implique, selon les données d'une douloureuse expérience, l'exploitation de la misère publique au profit d'une classe sociale particulière.

Nous ne voulons plus croire, quant à nous, que le pauvre soit un besoin pour le riche.

Pierre GUIMONT.

A BATONS ROMPUS

(Suite de la première page)

une autre qui, on peut le supposer, pourrait fort bien mettre un terme salutaire à l'arrogance criminelle du sieur Hitler et de quelques douzaines de ses complices immédiats.

En attendant les événements, préparons-nous à ne nous étonner de rien, quoi qu'il arrive.

Une millionnaire se suicide.

Dans le Québec, depuis quelques années, beaucoup de pauvres gens ont été amenés au suicide par le désespoir, oeuvre d'une misère incurable. L'un d'entre eux, ancien fonctionnaire provincial, dégoûté arbitrairement, dit-on, par le régime Duplessis, a même imputé à celui-ci sa mort prématurée dans une lettre que les journaux du temps reproduisirent.

Mais il n'y a pas que les pauvres gens qui se suicident, témoin cette veuve Julia Morgan-Marlatt qui, le mois dernier, se logea une balle de pistolet dans la tête après avoir laissé la bagatelle de \$500,000.00 au musée d'art de Cleveland et au moins autant à ses héritiers naturels. On présume que cette personne, âgée de 66 ans au moment de son décès, a été portée au désespoir par une douloureuse maladie contre laquelle la science médicale ne pouvait apparemment rien.

Achetez ce guide et servez-vous-en.

Ce "Guide de l'Acheteur", dont la "Ligue de l'Etiquette" vient de publier 15,000 exemplaires, devrait être entre les mains de tous nos unionistes, de tous sans exception. Il indique les divers produits portant la marque syndicale et les magasins où on peut se les procurer.

Chaque union ouvrière devrait en acheter, à deux sous l'exemplaire seulement, autant qu'elle a de membres, et le distribuer à tous ses adhérents dans le plus bref délai.

Désormais, les unionistes ne pourront donc plus plaider ignorance quand ils achèteront ou laisseront acheter en leur nom des produits non revêtus de la marque syndicale.

A bon entendeur, salut !

Le fascisme dans Québec.

Presque en même temps, l'hon. Maurice Duplessis et Madame Pierre Casgrain déclaraient, en public, que le fascisme du Québec était pratiquement chose négligeable. L'un disait cela à une réunion d'avocats, à Québec, alors que l'épouse de notre speaker fédéral parlait dans l'Ontario, à une conférence annuelle du "Canadian Institute on Economics and Politics".

C'est probablement vrai en apparence, mais si nous n'avons plus de parti fasciste proprement dit, nous avons celui dit de "l'Unité Nationale" dont le programme, sous le couvert d'une fausse étiquette, empoisonne le pays de formules nazies et fascistes dont la grossièreté ne décèle que trop l'origine allemande ou italienne.

Il ne faut pas prendre comme parole d'Évangile tout ce qui se dit du haut de nos tribunes publiques, car c'est pour l'avoir trop fait jusqu'à présent que nous sommes aujourd'hui dans le pétrin.

L'opinion en nos campagnes.

Il n'y a pas que dans nos grands centres urbains du Québec que l'on grogne contre l'attitude générale des autorités politiques provinciales. De divers côtés de la campagne québécoise, en effet, nous arrivent des expressions d'opinion qui n'ont rien de flatteur pour le gouvernement Duplessis. Reste à savoir, maintenant, dans quelle mesure ce mécontentement de nos "habitants", qui semble plus généralisé que nous l'aurions cru, est fondé en fait.

Dernièrement, un cultivateur, dont les biens ne sont nullement hypothéqués, nous disait qu'il avait du mal à joindre les deux bouts. Comme la plupart de nos agriculteurs sont plus ou moins hypothéqués, il est permis de supposer, sinon de croire, que leur bilan annuel doit être déficitaire, d'où le mécontentement précité.

Est-ce que, en définitive, l'aide à l'agriculture dont on fait grand état depuis trois ans serait un simple bluff électoral ?

Le chômage va-t-il disparaître ?

C'est ce qu'escomptent ou semblent escompter nos autorités municipales depuis la déclaration de guerre du 3 courant.

On peut supposer, en effet, que l'industrie métallurgique et toutes celles qui sont plus ou moins attachées à la fourniture de munitions et de vivres pour l'armée canadienne, vont absorber beaucoup de main-d'oeuvre. D'autre part, les cadres de notre armée et l'enrôlement de volontaires pour service outre-mer, advenant que ce service soit sollicité, sont de nature à absorber un fort contingent de bonnes volontés et de bras. Dans ces conditions, on peut supposer que le nombre de nos chômeurs va incessamment diminuer dans une assez large mesure, voire même disparaître complètement.

Tout de même, nous aurions préféré, et de beaucoup, que cette reprise, industrielle et commerciale, ait été due à une humanisation de notre économie canadienne plutôt qu'à ce crime collectif qu'est la guerre, car celle-ci, aux points de vue industriel et commercial, ne peut avoir que des effets provisoires, tandis qu'une régénérescence économique aurait un caractère permanent, viable et moralisateur.

INTERIM.



Gin de KUYPER

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande. Maison fondée en 1695.

Pour obtenir une boisson rafraîchissante, mélangez du Gin de Kuyper avec du ginger ale, du citron et du limon, de la bière de gingembre ou de l'eau tonique, puis ajoutez de la glace.

302FR

40 onces 26 onces 10 onces
\$280 \$200 90¢

Has your Local Union Selected Its Delegates to the next Convention of the Trades and Labor Congress of Canada?

IF NOT, DO SO IMMEDIATELY, IT IS THE DUTY OF ALL AFFILIATED ORGANIZATIONS TO BE REPRESENTED BY THEIR MOST COMPETENT MEMBERS. QUESTIONS OF THE GREATEST IMPORTANCE TO THE LABOR MOVEMENT WILL BE DISCUSSED, THE VERY FUTURE OF OUR MOVEMENT MAY BE AFFECTED.

DON'T FORGET THE DATE: SEPTEMBER 25th. PLACE: LONDON, ONTARIO.

Bravo, Mr. Lapointe!

Once again you have more than justified that overwhelming confidence reposed in you by your compatriots and fellow citizens!

You will go down in history as a Canadian statesman who did not falter when the test came. You proudly and defiantly declared you were prepared to pay the price for the step you had taken, and the policy you would indomitably follow. Never have you stood higher in the esteem of your loyal fellow citizens and defenders of the Empire in every dominion and dependency of the British Commonwealth of Nations. You have shown yourself not only a great and true Canadian, but an eminent statesman, of that galaxy of nations that constitute the Empire. You have valiantly followed in the noble footsteps of your illustrious compatriot, the great Sir Wilfrid Laurier and his predecessors. By your stand and declaration, you have encouraged the peoples of France and Britain who, once again, are called upon to make tremendous sacrifices, and endure heroic privation in order that liberty may not perish from the earth. You are truly a father of your people!

Your wonderful address will be read in after years by generations unborn with eye gleaming pride and hardly concealed emotion.

With incomparable logic, you showed how absurd the position of our country would be, if it failed to come to the aid of the two motherlands, in the measure of our resources. Your position and attitude on constitutional grounds was unassailable. But you did not rely upon this alone. You eloquently proved to the complete satisfaction of the august body of which you are a distinguished member that the moral reasons were even stronger than the constitutional ones.

No lawyer ever pleaded a great cause more ably and effectively than you did on the occasion of the Canadian Parliament's debate on the Speech from the Throne.

Your characteristic modesty is such, that it is difficult to make comparisons but I feel you will acquit me of any intention to unduly flatter you when I say that seldom were members of a democratic assembly privileged to listen to so moving and noble address as the one you delivered in support of the Government's determination to co-operate with Britain and France to smash Hitlerism.

Those who have criticized you should hide their heads in shame! Come what may, you have well earned the title of "a hero of peace" who nevertheless values liberty more than all the political distinctions and honors that life can give.

The German leaders now know where Canada stands! The nation is united behind its leaders.

The might and wealth of the British Empire will be devoted without stint to the carrying on of a war, not of Britain's or France's making, but due entirely to the ambition of a megalomaniac, who has treated the world's most advanced nations and their statesmen with contempt.

Your intimate friend and colleague the Prime Minister, by his appeal, has welded the nation into a united whole. The loyal Opposition, led by its veteran leader, showed its loyalty in name and fact.

Your proud fellow citizens have every reason to be profoundly grateful to you, Sir, and the distinguished statesman who leads the Government, and in whose veins courses the blood of an heroic ancestor, who fought for self government and liberty, with an unconquerable courage and invincible devotion. Success was his reward, as it will be yours, and the people of France and the Empire. With the Prime Minister and yourself at the helm Canada is safe and will emerge victorious.

By BERNARD ROSE.

THE EMPLOYMENT OF YOUTH

So far, the Commonwealth has confined itself to making grants to the States to assist workless youths. One such grant of £200,000 was passed by the Federal Parliament a few weeks ago, and previous grants up to the end of 1938 amounted to £144,565. Certainly this aid allowed many young men to be trained and given employment, but it has proved modest in face of the magnitude of the work to be undertaken, especially when distributed amongst the various States. Thus New South Wales has received £79,000, whereas the State Government in its scheme of subsidized training which operated last year spent £160,000 in the form of increased wages to trainees alone, without reckoning its other expenditures on unemployment assistance. Undoubtedly one of the main difficulties in solving this widespread problem has been constitutional. The problem of unemployment falls within the sphere of the States, but their financial resources are inadequate to the burden. Plans to assist unemployed youth must involve the spending of money, although it must be recognized more strongly than hitherto that such expenditure constitutes economy in the long run, since it prevents the burden of unemployed relief which will otherwise have ultimately to be met. — *Sydney Herald*.

STILL MORE AT WORK

There is another big fall in unemployment. Everyone knows why. The State is borrowing, the State is spending, the State is employing, the State is stimulating at a thousand points. This happens under a Conservative Government. But what has Conservative gospel always said on the subject of unemployment and depression? The State must do as little as possible. Leave business alone. Reduce taxation. Cut Government spending. Swing the Geddes axe, chill with the frosts of May. Laissez-faire. Then confidence will revive. That is classic Conservative doctrine on unemployment. It wasn't the British electorate that forced the abandonment of all that cruel and crippling nonsense. It was Hitler, indirectly. For Hitler made the defence programme necessary, and the defence programme made the State borrowing and spending and the whole expansionist policy necessary. But that is beside the present point. The present point is that an expansionist policy has ended a trade depression, as Labor said it would. The point which follows is that only through the development of this limited State action into a full and permanent system of national economic planning will the return of high unemployment figures be prevented. — *Daily Herald*, London, Eng.

Indice de prospérité

Les nazis saisissent la moindre occasion qui se présente pour démontrer combien le degré de prospérité du peuple allemand a grandi depuis l'avènement du national-socialisme, et plus particulièrement, combien la situation des ouvriers est favorable. Mais si on parcourt les pages de publicité des journaux allemands on n'en finit pas de s'étonner. Bien que le niveau d'existence se serait amélioré, on trouve une foule d'annonces de demandes d'emploi pour le soir, voire pour des enfants en vacances!

* * *

Politique sociale allemande

Tel est le titre dont s'orne, avec une modestie toute nazie, le rapport de l'Office social du "Front allemand du Travail" (DAF) reproduit dans un certain nombre d'organes des corporations professionnelles du Reich. Le "Lederwarte" (Cuir) a dû naturellement le reproduire. Bornons-nous à citer cette perle: La ligne Siegfried est le "berceau du nouveau style de travail" (??). C'est grâce à la libérale assistance sociale accordée à ceux qui construisent les fortifications qu'on a pu "maintenir du premier au dernier jour au labeur", et ainsi de suite...

La formation à "l'épanouissement suprême de la volonté de travail" est élevée au rang de suprême prestation sociale. "La limitation du libre choix de l'emploi" ne serait qu'une exception. Bref, ce qu'on considère comme progrès social dans ce curieux papier est pour le moins singulier, et est bien caractéristique de la démagogie nationale socialiste.

* * *

L'emploi des femmes

Les milieux officiels allemands encouragent vivement l'emploi de main-d'œuvre féminine. D'après un rapport du Ministère du Travail, on a recruté pas moins de 94.982 femmes. Comme les réserves de main-d'œuvre féminine étaient déjà épuisées, il s'agit de femmes n'ayant pas encore effectué jusqu'ici de travail salarié.

A la date du 31 décembre 1932, la proportion de femmes sur l'ensemble des travailleurs n'était que de 13.65%; au 31 juillet 1939, la proportion atteignait déjà 32.57%. Tenu compte de l'idéologie nazie, cela représente une formidable augmentation du travail féminin et démontre en même temps que les réserves de main-d'œuvre sont totalement épuisées.

* * *

Extension du Travail féminin dans le troisième Reich

L'énormité du nombre des mobilisés pour le service militaire ou les travaux de fortification, suscite l'emploi d'une quantité grandissante de femmes et de jeunes filles aux machines. C'est notamment le cas dans l'industrie des produits métalliques, où les procédés métalliques sont fortement usités. Le nombre des accidents croît sans cesse, spécialement les blessures aux doigts chez les femmes: en effet, celles-ci ne sont pas suffisamment au courant, de telle sorte que journalièrement l'une ou l'autre se laisse happer les doigts par une machine.

Le travail féminin est également en

recrudescence dans d'autres industries: dans les transports, les bureaux et les administrations. Tout comme durant la guerre 1914-18 on voit de nouveau des femmes conducteurs de tramways ou distributeurs des postes.

Autrefois, les nazis s'égoïssaient à crier: "La place de la femme est au foyer". A présent, la même engeance proclame avec impudence: "Toute femme qui se soustrait au travail national trahit le peuple!"...

..:..

LES EMPLOYEURS ET

LE III^e REICH

Nous avons eu occasion ces jours derniers, de nous entretenir avec un employeur habitant le III Reich. Il n'a jamais encouragé le nazisme, mais il espérait tout de même tant pour lui que pour son entreprise quelques avantages de l'avènement d'Hitler. Avant 1933 il entretenait d'excellents rapports avec ses collègues de l'"Association patronale". Bien que cette association ne subsiste plus sous son ancienne forme, les employeurs ont encore le moyen de se rencontrer pour défendre leurs intérêts. Notre interlocuteur profite de cette possibilité et connaît donc de façon parfaite l'opinion du patronat allemand.

Nous reproduisons, sans commentaire, ce qu'il nous déclara verbalement: "Les difficultés grandissent de jour en jour. Actuellement la production est sérieusement gênée par les incessants rappels de mobilisés. On ne sait où trouver encore de la main-d'œuvre de remplacement et force en est de s'en tirer avec les moyens du bord. Les réclamations n'ont que de bien rares succès. Les offices de placement sont incapables de fournir de la main-d'œuvre. On a donc recours à des prolongations de la durée du travail et en prêtant les ouvriers d'entreprise à entreprise. Certaines machines sont faciles à desservir; mais pour beaucoup d'autres il faut un long apprentissage et une certaine pratique. Comme si ces difficultés ne suffisaient pas, d'autres viennent encore s'y ajouter par rapport au ravitaillement en matières premières et aux perturbations des transports.

"Ce qui donne lieu au plus grand nombre de doléances dans les milieux patronaux est l'implacable sévérité du fisc. Il est devenu courant d'entendre dire: "Notre effort a perdu toute raison d'être". Si on s'efforce d'accroître la production et par conséquent les profits, le fisc est là pour venir tout rafler. On tue ainsi toute initiative et on se contente de végéter. Tous les employeurs sont pleins de craintes et d'appréhension pour l'avenir; ils s'attendent au pire!"

..:..

UN BON MOUVEMENT

Dans une petite ville de province, le président du Conseil municipal prononce un discours devant ses collègues:

"Messieurs, depuis fort longtemps nous subissons les multiples tracasseries et les frais onéreux qu'implique l'envoi de nos fous à l'asile Dottyfield. J'ai maintenant le plaisir de vous informer que nous aurons dorénavant un asile d'aliénés pour nous-mêmes."

Les Seuls Buandiers et Fournisseurs de Linge Blanc qui soient de l'Union à Montréal

The Only Union Laundry and Supply Services in Montreal

IMPERIAL SUPPLY CO.

excellent service de blanchissage et lavage de famille à prix modérés.

Superior Laundry Service and Family Washing at Popular Prices

Téléphonez CHerrier 7603 - 6155
1471, RUE PARTHENAIS

Call CHerrier 7603 - 6155
1471 PARTHENAIS STREET

The Function of Democratic Governments

Maligning Its Leaders. — True Liberty.

By BERNARD ROSE.

The men and groups that criticize governments and malign their leaders on the score that they refuse or neglect to solve economic or social problems, particularly in the matter of unemployment, know very little of the history and function of government.

The State is the creation of individuals acting in a collective and co-operative capacity. Primarily it establishes and supports legal and other agencies to protect life and preserve property. In the degree that it extends its authority and influence beyond legal and administrative fundamentals does it abridge the liberty of the individual both as to property and person.

The collectivists insist that the State assume full ownership and direction of the machinery of production, distribution, and exchange. The individual produces not for himself or an employer but the community or State. The effect of this absolute control is evident in Italy, Germany, and Russia. In the two first mentioned a degree of capitalism still prevails, but it is subject to rigorous supervision. The ruling authority can at any moment by simple fiat or order declare that property and machinery belonging to private owners be expropriated or confiscated because of state needs.

In countries with a democratic government it is the collective will that is interpreted and carried out by popularly elected representatives. Those who make laws in parliament or legislature are responsible to the electors whose mandate they exercise. They may, in virtue of specific powers contained in a constitutional document, exercise what may appear to be large and extraordinary powers but such exercise or authority must be tempered by discretion and sound judgment.

The Government can only continue functioning so long as funds are available to meet the expense of administrative personnel and the inaugurating and completing of public works, the majority of which are not self liquidating.

There has been a continuous and progressive encroachment upon the domain that but a few years ago was regarded as coming within the scope of private initiative.

Governments, to meet administrative costs and public needs, have imposed additional taxes and the citizen must during his lifetime and at his death share his wealth with the community. In essence it is a legal confiscation since he has no recourse against the State or government that takes from his estate what it deems a fair proportion. The nation as a whole acquiesces in parliament and legislatures enacting measures to take from those well endowed with this world's goods part of their wealth for the general advantage. The money thus paid in the form of income tax or succession duties comes from the privately accumulated fortune of the taxpayer. On the score of equity and morals no sound objection can be taken to the levying of income and other imposts on those financially able to bear the burden. The overwhelming majority of those who work for a living by hand or brain receive as compensation hardly more than sufficient to make economic ends meet. They are subject to constant economic hazard through loss of employment, sickness and other unforeseen causes. When they become the victims of a prolonged depression they are compelled to solicit aid from private or public sources.

Politically, governments are not instituted to give economic relief to citizens who are unemployed. Its members being sympathetic fellow citizens feel it morally incumbent upon them to take from public revenues sums to aid the workless and deserving destitute. Having once acted on the assumption that the citizen and his family must not be allowed to starve they create a precedent and are expected to continue making provision for the unemployed.

It is the absolutist interpretation of the principle of state aid to those who are unemployed that has given rise to the dictatorial state. The worker thus becomes a mere cog in the huge and ever expanding administrative machine represented by a bureaucracy responsible not to the people or their elected representatives but a single individual who exercises autocratic powers. That is where the conflict between democracy and dictatorship begins. Government is no longer subject to the control of parliament or the legislature but the instrument of the dictator's or oligarchy's will. Democracy no longer functions in fact or in name. The individual merges his identity political and economic in the many tentacled octopus that becomes the authoritarian state. Hence the need no longer exists to democratically and constitutionally protect life, liberty, and property as set out in the American Declaration of Independence, the Constitution of that country and the various statutes assuring such protection in Anglo-Saxon countries.

We have been taught to believe in a government of measures rather than men. Our rights, liberties and privileges legally defined and set out in codes and recognized by custom permit us to demand from impartial tribunals recognition of our rights and redress of grievances. The right to the ownership and disposition of private property is regarded and has been upheld by the courts as the first of human rights in a democratic commonwealth. In repudiating private property and the free disposition thereof the Communist degrades the individual to the level of a serf — the distinction being that before his emancipation he was owned physically and legally by a master but with the coming of the Dictatorship of the Proletariat he becomes the equally bounden property of the State or dictator. The workers controlled by the Nazis and the Fascists are not free men. They must on the pain of economic liquidation or imprisonment implicitly obey the official in charge. They have neither political nor legal rights. They are the mere creatures of the State's or dictator's will and whims.

Competitive or monopolistic capitalism can in democratic countries at all times be made subject to a measure of popular control or supervision through parliament. In a democracy we have the double safeguard of a parliament or congress and a free press.

Those who understand and appreciate democracy and its untold possibilities for human well being without an undue sacrifice of individual liberty should exert their influence and authority to encourage industry and labor to rely less upon governments and more upon themselves. Governments are neither infallible nor omnipotent. They are instruments fashioned by men and women to be used and applied as circumstances permit. That government is best which helps the citizen to help himself.

What A Real Trades Union Can Do

Here's what one regular union — the International Association of Machinists—accomplished in one week.

Won a city-wide strike of auto mechanics in Seattle against an attempt of the Automobile Dealers' Association to cut wages 20 per cent.

Negotiated 79 union agreements with employers in 33 cities scattered over 20 states and two Canadian provinces.

That is an amazing record. It would be "big news" even in a "boom" period and it is all the more astonishing in view of conditions which prevail now throughout North America.

The Seattle strike was of short duration and ended in a complete victory for the union. The employers first demanded

a 20 per cent pay cut, but finally agreed to settle if the workers would give up their weekly guarantee and the work-week of five consecutive days. The strikers stood firmly, however, against any breaking down of standards and won their points.

All of the 79 agreements negotiated provide for union wages. In some instances this brought substantial wage increases to the men involved.

Twelve of the agreements put from 2 to 35 cents an hour more in the workers' pay envelopes. Seven others established annual vacations with pay. One party lopped four hours off the work-week with no reduction in the weekly earnings which prevailed for the longer period.

TRADE UNIONS RE WORKERS' PROTECTION AGAINST INDUSTRIAL POWER

The very strength of our Nation is attributable in a large degree to the appreciation which the workers feel for their unlimited opportunity to advance their own interests, to follow their own desires, politically, economically, and religiously.

It is characteristic of human nature to be willing to fight and sacrifice to achieve those objectives which seem to be most desirable in life. Advantages which have been won by the workers will not be readily relinquished or given into the control of any individual or group seeking to set up dictatorships — whether such dictatorships be economic or political.

The workers realize that the trade union is their sole hope for the preservation of their industrial welfare and the advancement of their conditions of life and work. It is through his union that the worker seems to make real and effectual his hopes and aspirations for a more abundant life. No other means are available for this purpose. As an individual the worker cannot effectively meet the forces of economic power and privilege which control the industries of our time.

At their inception unions were primarily agencies for the advancement of work interests — higher wages, shorter hours, protective legislation for women and children, and better working conditions generally. Their scope of activity has broadened with the need for a better life and these agencies now serve to advance the interests of those represented in the unions in civic, social, educational, and governmental affairs.

A BLOOD-STAINED BUSINESS

In 1937 we sold nickel, aluminum, copper, asbestos, zinc, lead, scrap iron, and hides to Japan to a value of \$16,026,057. Last year we added mica to the list and boosted the total to \$18,375,282. Some 94 per cent of Canada's exports to Japan last year were raw materials for munitions or supplies. If the United States halts such blood-stained trade surely Canada must stop it also. Otherwise we will be continuing partnership with a nation whose guns may be turned against our own coasts and those of our sister Dominions. — *London Free Press.*

SECRETARY-TREASURER TALLON RE-APPOINTED TO RESEARCH COUNCIL

R. J. Tallon, Secretary-Treasurer of the Trades and Labor Congress of Canada, will continue as labor's representative on the National Research Council for a further period of three years, announcement of his re-appointment as a member of that body being made by the Government during the past month.

Initiative and enterprise are best exercised where governments interfere least. Liberalism is not only a political philosophy but a state of mind. We can see this in the case of the President of the United States and the Prime Minister of Canada, since, in all democratic essentials, they are like minded.

Too much government is even worse than too little. Organized labor has learned that reliance upon its own strength is of greater advantage than government intervention. The trade union and co-operative movements in Great Britain demonstrate in the most instructive way what can be accomplished by voluntary effort along collective and co-operative lines. Their success is the best testimony to the value of minimum interference or intervention by government in the everyday affairs of the law abiding citizen.

LABOR AND WEALTH

The fish in the sea are quite worthless till caught,

The ores of the earth have no value till wrought,

E'en gold, to be useful, must first be refined,

And coal serves no purpose until it is mined.

It always has been that the labors applied

To natural products their values decide.

The soil gives no bounty until it is tilled;

The trees yield no lumber until they are milled;

The dairyman husbands his herds for their milk,

The worms must be tended that furnish our silk.

Wherever there's wealth the whole world around

The mark of the craftsman will always be found.

The toilers of earth make our commerce and trade,

By labor applied all true values are made, And earning his bread in the sweat of his brow,

Men boast of the progress he's making, and how!

Considering all things, to make the deal square,

Should not those who labor receive a fair share?

When profits are fair and righteous and just,

When men are inspired by mutual trust,

When labor and capital go hand in hand,

Industrial peace will abide in the land.

Contentment shall comfort each laborer's mind

And strife and contention be left far behind.

— J. M. RICHARDSON.

EXPLANATION OF LABOR'S AIMS URGED FOR SCHOOLS

The Milwaukee Federated Trades Council, A. F. of L., affiliate, senses the fact that the youth of today are subject to being saturated with prejudices against organized labor inculcated by motion picture of racketeer melodramas and articles in some reactionary newspapers.

To nullify this impression the council proposes that leaders of legitimate unions be given the opportunity at least once a year to expound labor's principles and problems in the schools of the State. A resolution to this effect was adopted by the council and will be presented to the convention of the Wisconsin State Federation of Labor which takes place at Wausau.

Hitler and Stalin

An Alliance that Is Offensive to Decency and Democracy.

By BERNARD ROSE.

Was ever a more monstrous alliance entered into, than that of the arch reactionary and brutal persecutor of helpless minorities, Adolph Hitler, and the revolutionary dictator hero of scores of Communist purges, Joseph Stalin! What a team! The capitalistic subsidized leader of National Socialism, bourgeois in temperament and ambition, has embraced the director of the movement that aims to overthrow democracy and substitute state ownership for the private possession of goods, machinery, and franchises that is common to countries with popular government.

Hitler and his servile myrmidons who professed an undying hatred of everything communist have diplomatically agreed to lie down together. What a horrible picture for an astonished and indignant world! The new alliance demonstrates the danger to liberty and progress of dictatorship, be its color what it may.

Hitler proudly proclaimed his defiance of Bolshevism. He saved, he declared, Germany from becoming the victim of Communism and was thus entitled to the gratitude of the anti-communist democracies.

Quite a number of capitalists had an unspoken sneaking regard for Hitler. They thought the neurotic and unbalanced Fuehrer was entitled to a measure of appreciation for protecting the democracies against the rising tide and infiltration of communist sewage and bacteria. How sad must be their awakening! The German Saviour has now grasped the bloody hand of the Russian Judas. Stalin may be no genius but he is far shrewder than Hitler. He possesses that Asiatic cunning that stops at nothing to achieve its purpose.

Organized labor in the United Kingdom, the United States, and Canada was unceasing in its repudiation of Nazism and Communism. Its leaders knew there was little to choose between these two systems of repression and regimentation.

The ardent communists, in their fanatical and misguided zeal, did their utmost to demoralize democracy and destroy the unions. Only the abundant faith of the intelligent workers prevented them from succeeding in their fell designs.

It seems hardly credible that Hitler, the arch priest of anti-communism, has repudiated his virgin Nazi vows and has become an ardent disciple of Comrade Joseph Stalin. How the latter must laugh when he contemplates his bloodless victory! Henceforth, the many languaged and racially mixed Soviet dictatorship will march with the pure (!) Aryan Third Reich. The Hitler propagandists must be at a loss to explain this sudden affection of bachelor Hitler for Widower Stalin. No longer will the Nazis declaim against the ignorant bear who menaces Europe and civilization. I have long held, that Communism, Fascism and Nazism are of a piece. They each decry democracy and relentlessly and ruthlessly liquidate the free labor unions and workmen co-operatives. The Reichstag, the Fascist Grand Council, and the Soviet Assembly exist and function to carry out the will of the Leader.

Dictators are the sworn and implacable enemies of the democracies. The Russian despots have literally starved and killed millions. One's life and mind are not his own in Russia, Germany, or Italy.

The worker and later on the technician and capitalist are docile human machines that must function as the master Communist, Fascist or Nazi wills. Freedom is a hateful word in dictator ruled countries. One exists to serve the carefully guarded and irresponsible human deity in the form of a Hitler, Stalin or Mussolini.

Parliaments and legislatures in the democratic acceptance of the term are outlawed in the regimented countries.

Dictators are traitors to humanity and blasphemously repudiate Christianity and the beautiful and sublime teachings of its noble Founder.

The despotic assassins of public opinion in the lands they control resent criticism from within or without. They have no scruples, principles or honor. They cheerfully sign pacts as they brazenly break them. How can the statesmen of democratic nations conclude agreements with individuals, who deliberately lie and deceive the representatives of countries with whom they profess a desire to be friendly? Temperamentally, Hitler, Stalin and Mussolini are as different as black is from white. They agree in their contempt for the masses. Today they are the world's supreme trio of opportunists and adventurers.

There is no room in a decent world for dictators and democrats. One or the other must be supreme.

The struggle is now on and will continue until the forces of righteousness prevail.

Hitler's treason to his own deluded people is matched by the perfidy of Stalin to the communist dupes.

Mussolini is now the little boy in the dictatorship group. The Berlin-Rome axis is badly bent. Its proponents and chief architects are at odds. The Italian legions failed to march when the bellowing, brawling Fuehrer gave the command to invade Poland and massacre its brave population. The Poles may bear the brunt of the initial attack of the power intoxicated Fuehrer and his armed disciples, but the result is not in doubt.

The will to freedom burns in the heart of every self respecting individual in the democratic nations. The democracies fight because they must! To the millions born and nurtured in the free countries of the universe liberty is dearer than life itself. Hence the acceptance of the Hitler challenge by Britain, France, their dominions and allies.

One can best judge the striking contrast between the dictatorships and the democracies, when we compare the calibre of the men who rule in regimented lands, and those who are the people's free choice where parliamentary government functions.

Is any comparison possible between a Hitler and a Chamberlain or Halifax; a Stalin and a Daladier; a Mussolini and a Roosevelt? Is there any leader in the dictatorships who can match in brains, experience, humanity and sound judgment with our own Mackenzie King, Ernest Lapointe and J. L. Ralston?

Whether the Stalin-Hitler nuptials will bring happiness to the ill assorted pair only time can tell. That the union will last no longer than it suits the purpose of either partner is quite likely. Their common interest is domination. Dictators seldom agree upon policies or principles. Politically and personally they cannot. They are so accustomed to instant obedience

Yesterday and Today

Figures made available by the Federal Bureau of Statistics disclose that since the passing of prohibition government control of the sale of liquor has poured a net revenue of more than \$311,000,000 into the coffers of eight of the nine provinces of Canada.

Prince Edward Island, last remaining haven of prohibition in the Dominion, is alone in having failed to participate in the revenue that a system of controlled sale of alcoholic beverages yields, — but which a system of bootleg distribution does not contribute.

The figure of \$311,000,000 furnished by the Federal Bureau represents the aggregate net profit that the other eight provinces have derived from their government control operations over periods varying from only nine years in the case of Nova Scotia to 18 years in the case of Quebec and British Columbia.

At the present time the annual net revenue accruing to these provinces from this source is running somewhere in excess of \$27,000,000.

In connection with this latter figure, it is interesting to note that the combined expenditures of the eight provinces concerned upon sundry services of major importance to the citizenship run, in the course of a year, approximately as follows:

Upon education, \$27,000,000.
Upon roads and other transportation services, \$21,000,000.
Upon the assistance of agriculture, \$14,000,000.

In other words, at the present time the revenues from the controlled and legal sale of alcoholic beverages in eight out of the nine provinces is sufficient to meet the expenditure of those provinces upon education, to more than meet their outlay on the maintenance of roads and other transportation facilities, or to more than meet their annual budget for the encouragement and assistance of agriculture.

Actually, of course, it is impossible to say to which of these purposes the profits of the government control commissions are devoted, since under the system of accounting which all the provinces employ, all receipts go simply into a consolidated revenue fund, without being earmarked for any specific purpose.

What is obvious, however, regardless of the particular object to which the government control profits have been devoted, is that their total — the exact figure is \$311,101,405 — represents the amount by

which the burden on provincial taxpayers has been eased since the boot-legger, who contributes none of his profits to any public treasury, has been ousted.

By provinces the revenues which the various government control commissions have earned since the passing of prohibition are:

Nova Scotia (since 1930),	\$5,036,157.
New Brunswick (since 1926),	\$9,762,375.
Quebec (since 1921),	\$99,037,629.
Ontario (since 1926),	\$82,321,450.
Manitoba (since 1925),	\$16,728,164.
Saskatchewan (since 1925),	\$20,980,122.
Alberta (since 1924),	\$24,747,294.
British Columbia (1921),	\$52,488,214.

WORKERS AND HOLIDAYS

"An accident can bring a quick and tragic end to a good holiday," is the warning given to plant executives in a current bulletin issued by the Industrial Accident Prevention Associations. "It can deprive your plant of the services of a skilled worker — a worker who may be difficult to replace. It can result in smooth production being interrupted by the necessity for training 'green' hands to fill the places of workers injured off the job on vacation."

Executives are urged to realize they are still interested in the well-being of their employees "after the whistle blows." Active campaigns to encourage accident prevention at all times are not only common sense, but unquestionably produce dividends in human happiness and property conservation.

Continuing on the holiday theme, the bulletin says: "The value of fresh air and sunshine in building up a reserve of good health is undeniable. Employees should be encouraged to avail themselves of both at every reasonable opportunity. The necessity for protection against excessive exposure to the sun's rays should not, however, be overlooked. A common summer hazard is heat exhaustion. For normally healthy persons, medical authorities recommend a solution of common table salt — one quarter teaspoonful to a glass of water, taken internally — to counteract this condition."

and absolute control that the slightest sign of dissatisfaction arouses their anger and destructive propensities.

I must again state, as I have so often in these columns, that the Communist, the Nazi and the Fascist are enemies not only of the workers but of the commonwealth.

No loyal Canadian can be a Communist, Fascist or Nazi!

When our liberties and lives are in peril, we must demonstrate to our foes, that the Canadian people, regardless of race, faith, or class, are ready to make any sacrifice to maintain and preserve those institutions, rights and privileges that are the very essence of our political, economic and moral existence.

DEMANDEZ

LA BIÈRE

POPULAIRE

ASK FOR

THE POPULAR

BEER

MOLSON

Brassée à Montréal

depuis

153 ANS

Brewed in Montreal

since

153 YEARS

The Canadian Civil Liberties Union

For more than two and a half years the Canadian Civil Liberties Union, Montreal Branch, has striven for the preservation and extension of civil rights of Canadian Citizens and has vigorously opposed all limitations and violations of these rights. In these efforts, the Union has been given the support of thousands of Canadians.

In the situation that now confronts our country, the Union will continue to strive its objectives.

In his statement proclaiming that Great Britain was at war with Nazi Germany, Prime Minister Neville Chamberlain declared that "we shall be fighting against... injustice, oppression and persecution."

Prime Minister W. L. Mackenzie King, in his address to the Canadian people on September 3, quoted these words of President Franklin D. Roosevelt. "The Defence of religion, of democracy and of good faith among nations is all the same fight. To save one, we must make up our minds to save all."

To this Mr. King added: "I appeal to my fellow Canadians to unite in a national effort to save from destruction all that makes life worth living, and to preserve for future generations those liberties and institutions which others have bequeathed to us."

In the Australian House of Representatives on September 5, Prime Minister Menzies declared: "Freedom of thought, speech and criticism must survive, as it would

be a tragedy if, on winning the war, we found we had lost the things we had been fighting for."

In these words, Mr. Chamberlain, Mr. King, Mr. Menzies and Mr. Roosevelt have defined the issue of the present conflict as a struggle between those forces which believe in the right of nations and individuals to liberty and those forces which would deny to nations and individuals the liberties which are their right.

The Canadian Civil Liberties Union, Montreal Branch, believes that such a war can only be prosecuted with full effectiveness if the forces fighting for democracy and freedom are assured not only of the maintenance but of the extension of internal democracy. The best guarantee that the war will be a war of democracy against nazism can be provided by preserving and extending democracy in Canada during the war.

The Union realizes that in times of war there is a tendency to put into force legislation which may curtail or even abolish many of our civil liberties, and the Union is resolved to continue its opposition to any curtailment or infringement of basic civil rights unless unquestionably dictated by military necessity. The Union will combat with every means at its disposal any and every attempt to take advantage of times of war to restrict unnecessarily freedom of speech, freedom of the press, and freedom of assembly and association. All war measures will be scrutinized by the Union in this light.

The Union Label League

Official Purchaser's Guide of Union Products and Services

The sale of the Official (Bilingual) Union Label Guide among the various local unions is not as responsive as the League had hoped for. Some of the Locals realizing the promotion work the Union Label League is engaged in are co-operating with them and have placed their order for copies of the Guide, so that their entire membership will receive a copy for their personal use.

The various unions who have Union Labels, Shop Cards and Buttons, who have so far withheld their moral and financial support from the Union Label League, should realize by this time that the Label League has given evidence of its activity in the interest of the Unions who have Union Labels, Shop Cards and Buttons, and they intend to carry on, the only question is, will the Unions who should cooperate with the League, do so. If they do their work will be more effectively done and their success will be more rapid, than if they have to carry on without the assistance of those unions who while enjoying the benefit of the work of the League, refuse to contribute to its support. Its unfortunate but only too true that some of the Local Unions who depend upon the rank and file of the organized labor movement for the popularizing of their Union Label, Shop Card and Button do little or nothing in their interest to promote the use of their union label, or Shop Card.

They complain that their Label is not called for by members of organized labor overlooking the fact that they themselves refuse, under one pretext or another, to cooperate with their sister unions in the work of creating a demand for Union Label products and services.

With the approach of the fall and Winter season, it is to be hoped that the programme which is to be carried out by the Union Label League during the coming winter season will receive the support of all unions having Union Labels and Shop Cards, especially those unions who up to the present

time have not affiliated with the Trades Union Label League.

Union Stamped Shoes For Aviators

An order is being executed by the Eagle Shoe Coy. (one of the few union factories in Canada) for the Aviator Corps in Canada. These shoes will carry the Union Stamp of the Boot and Shoe Makers International Union.

The Union Shoe factories are working full time, the demand for Union Stamped Shoes is reported to be on the increase.

The "Official Purchaser's Guide of Union Products and Services", contains a list of dealers that carry Union stamped shoes. Members of organized labor are urged to consult the Guide when in need of Union Label products and services.

Amalgamated Lithographers Of America Convention

Mr. John Kelly, President of the Amalgamated Lithographers of America, Local No. 27, is attending the Convention of the above organization in Atlantic City.

Questions of the utmost importance are on the agenda for the consideration of the delegates. Especially matters affecting the Canadian membership.

No Canadian Union Label Hats to be Used in Canada

In answer to the several queries, we have received, as to where Hats bearing the Union Label of the Hatters International Union, can be purchased in our City. I regret to say notwithstanding the efforts made by the Union Label League, to Hat Manufacturers in Canada who were entitled to the use of the Union Label by virtue of the fact that they had a working agreement with the Hatters Union, none of them have evidently impressed with the advantage or benefits that they would accrue to their business, by placing the Union Label in their products, and consequently there is not a hat manufactured in Canada that carries the Union Label of the Hatters' Union. So until such time as there is, my enquirers may purchase any hat they see fit.

PAY RISE ASKED TO MEET COST OF LIVING BOOSTS

Boosted cost of living will lead the United Textile Workers of America, A. F. of L. affiliate, to demand wage increases sufficient to liquidate the rising costs, according to Francis J. Gorman, chairman of the Union's executive council.

The textile manufacturers, Mr. Gorman said, were getting higher prices for their products and could advance wages without decreasing dividends.

"The textile workers are not going to be victimized by a general hike in their living costs," he declared.

NEW YORK CITY LOSES 31 P. W. A. PROJECTS

The lack of employment of workers caused by the refusal of the last session of Congress to make appropriations for the continuance of Public Works Administration projects to strikingly revealed in the action of John M. Carmody, Federal Work Administrator, in returning to Mayor F. H. LaGuardia of New York City request for Public Works Administration funds for thirty-one major public improvements in the Nation's metropolis totaling more than \$135,000,000 in construction costs.

In announcing the rejection of the requests Mayor LaGuardia was told by Mr. Carmody that inasmuch as Congress adjourned without taking any action which would authorize the P. W. A. to make further allotments, there was nothing that would be done at this time regarding the applications.

In commenting on the rejection of the application, Col. M. E. Gilmore, regional P. W. A. director in New York City, said: "The construction involved in these projects represents a vast well of work for men in the building trades, unskilled workers and the men employed in manufacturing and transportation of needed materials." He expressed the hope that some way would be found to finance the projects with private funds.

Government Labor Officials Urge Food Price Curb

Confronted with the evident determination of profiteers to use the war scare to boost food prices to indefensible heights, the International Association of Government Labor Officials, in session in Tulsa, Okla., urged President Roosevelt to utilize the Department of Justice, the Department of Labor, and other federal departments to curb the activities of these subversive business men.

The Association is composed of the personnel of the Labor Departments of the United States and Canada. Adam Bell, of the Department of Labor of British Columbia, Canada, was elected president of the association. Isador Lubin, Commissioner of Labor Statistics of the U. S. Department of Labor, was elected secretary-treasurer.

Retailers' Federation Hits War Profiteers

Confronted with nation-wide reports that profiteering in food prices was increasing, the board of trustees of the American Retail Federation urged its members to "do all in their power to limit the charges for distribution service to the maximum required to cover normal rate of net profit."

Soldiers' Families Assisted By France

Press dispatches from Paris report that under a war-time decree issued by the French Government Paris wives left without income when their husbands are conscripted for war against Germany will be paid approximately 28 cents per day, plus 13 cents for each child under 16. Wives living in other communities of more than 5,000 population will receive 18 cents daily; elsewhere, 15 cents.

LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration
Gus. FRANCO, Rédacteur
Le seul journal ouvrier bilingue au Canada



Membre de la Presse ouvrière internationale d'Amérique

THE LABOR WORLD

Canada's Only Labor Bilingual Paper

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile, Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest, Montréal

Telephone: AMherst 5243

Narwil Shoe Co. LIMITED

Wholesale Shoe Manufacturers

2085 ST. TIMOTHEE
MONTREAL

THE Windsor

ON DOMINION SQUARE

The Labor World is printed on newsprint manufactured by the E. B. Eddy & Co., which is 100 per cent organized.

Le soir, 908 Sherbrooke Est
Tél. CHERrier 7050

GERARD TRUDEL
AVOCAT

57 OUEST, RUE ST-JACQUES
Suite 209. Tél. MARquette 2636

TOPHEAVY FINANCING

Vainly trying to collect \$40 due him from one of his customers, the colored man consulted his lawyer friend.

"What reason," his lawyer asked, "does he give for not paying you this money?"

"Boss," replied the colored gentleman, anxiously, "he's gimme a mighty good reason, sah."

"Well, what is it?"

"He does say, boss, dat he's been owin' me dat money so long dat de interest has et it all up."

"\$2,200.00 an Hour"

In 1937 this Company, its subsidiary and controlled companies paid out in salaries and wages a total amount of \$5,387,249.00 or more than \$2,200.00 every working hour.

THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY

Montreal Quebec

AIRD & SON
LIMITED
BEAUMONT SHOES
FOR WOMEN
MONTREAL, CANADA

Our Leading Amusement Places
Dans nos Théâtres

PALACE

Streamlined Cinderella!
Ginger ROGERS in
"Fifth Avenue Girl"
with Walter CONNOLLY
VERREE TEASDALE

CAPITOL

John GARFIELD
Priscilla LANE in
"Dust Be My Destiny"
with ALAN HALE
Added Attraction
'Everybody's Hobby'

PRINCESS Theatre

The Adventures of
Sherlock Holmes
with BASIL RATHBONE
IDA LUPINO
Added Attraction
'Stop, Look and Love'

LOEW'S THEATRE

2nd WEEK
Stanley and Livingstone
with SPENCER TRACY
Special! Vyvian Donner's
FASHION FORECAST
IN TECHNICOLOR

DOMINION BRIDGE CO. LIMITED

Head Office and Works at:
LACHINE, P. Q.
Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

Tél. LANcaster 3858
Salon de Fleurs ST-DENIS
1590, RUE SAINT-DENIS (Edifice du Théâtre St-Denis)
Spécialités:
Bouquets de Noces, Tributs floraux
Escompte de 10% aux lecteurs du "Monde Ouvrier"
Mme J.-Z. PILON. Rés. HA. 7901

MONARCH GAS RANGES

Made by
Canadians
for
Canadian Homes

HOW TO GET A GOVERNMENT JOB as Letter Carrier, Postal Clerk, Customs Examiner, Stenographer, etc. Free Booklet. The M. C. C. Schools Ltd., Toronto 10. Oldest in Canada. No agents.